

**CONFRONTATIONS
EUROPE**

The background of the cover is a light blue color. In the top-left corner, there is a yellow triangle. In the bottom-right corner, there is a dark blue triangle. The central part of the cover features a semi-transparent white rectangular box containing the title. Behind this box, the European Union flag (blue with yellow stars) is visible in the upper right, and the United States flag (red, white, and blue stripes with stars) is visible in the lower left.

**TRUMP II :
BOULEVERSEMENT DES
RELATIONS
TRANSATLANTIQUES**

Dossier spécial



CONFRONTATIONS
EUROPE

**CONFRONTER
LES IDÉES**

**CONSTRUIRE
L'EUROPE**

SOMMAIRE

Édito p.04

BOULEVERSEMENT TRANSATLANTIQUE **L'Union européenne à l'épreuve du trumpisme**

Montée du populisme : les États-Unis et l'Europe face à des défis communs p.07

L'impact économique de l'élection américaine : un défi pour l'Europe p.12

Refroidissement des relations transatlantiques : l'Union européenne seule face à son destin ? p.15

DEFIS STRATEGIQUES **Entre interdépendance et nécessité d'autonomie européenne**

Pour un nouveau partenariat énergétique avec les États-Unis p.19

Le retour de Donald Trump à la présidence : défis et implications pour l'Union Européenne p.22

À l'heure de Trump II, l'Europe du numérique, jusqu'ici colombe, doit se muer en faucon p.27



ÉDITO

Par Michel Derdevet,
Président de Confrontations Europe

De retour à la Maison-Blanche, Donald Trump poursuit la ligne implacable engagée lors de son premier mandat, adoptant une posture néo-impérialiste agressive, mettant à bas les fondamentaux de ce qui a fait la grandeur de l'Amérique. Fondée sur l'usage systématique de la force et du rapport de force, son approche remet en cause à la fois le paradigme du libre-échange néolibéral, mais aussi l'ordre international multilatéral instauré depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les premiers *Executive Orders* pris depuis son investiture, le 20 janvier dernier, témoignent d'une accélération des bouleversements géopolitiques, avec une approche encore plus brutale, notamment envers les Européens, que ce soit sur le plan économique, sécuritaire ou idéologique.

La guerre commerciale déclarée par Washington se traduit par l'imposition de droits de douane de 25 % sur les produits importés aux États-Unis, touchant en priorité le Canada et le Mexique, mais aussi, dès le mois d'avril, l'Union européenne. Alors que les tarifs douaniers de son premier mandat ciblaient principalement l'acier, l'aluminium et le secteur automobile, cette fois-ci, tous les biens seront concernés.

En réaction, l'Union européenne pourrait mettre en œuvre des mesures de rétorsion économiques, notamment en renforçant ses réglementations protectionnistes à l'égard des États-Unis. Parmi les options envisagées figurent un durcissement des normes d'accès au marché européen pour les services financiers américains, secteur où Washington bénéficie d'un excédent commercial significatif. Par ailleurs, la Commission européenne pourrait également renforcer les sanctions contre les grandes entreprises technologiques américaines, en cas de non-respect des réglementations européennes sur le numérique.

Mais la meilleure riposte n'est pas citoyenne ? Et si, de manière élargie, un *buy european* devenait la maxime des 560 millions de citoyens européens. Puisque dans un mélange inédit, la ploutocratie et l'affairisme dominant désormais l'axe russo-américain, le consommateur européen, par lui-même, ne devrait-t-il pas en réaction opter pour un « consommer européen », bien sûr là où c'est possible et là où le choix existe ?

Malheureusement, les menaces de Washington ne se limitent pas aux questions économiques; elles s'étendent également aux fondements idéologiques des systèmes politiques européens. L'administration Trump s'attaque aux démocraties libérales européennes en s'immisçant dans les affaires politiques de plusieurs pays, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. À titre d'exemple, le soutien affiché par Elon Musk, numéro deux ou trois de la nouvelle administration américaine, au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), à la veille des élections fédérales allemandes de février dernier illustre cette ingérence grandissante. Cela s'inscrit dans une idéologie qu'on croyait derrière nous, à coup de saluts nazis, notamment d'Elon Musk et de Steve Bannon, scandés à la foule.

De plus, l'administration Trump a clairement affiché son désintérêt pour le multilatéralisme, lui préférant des relations bilatérales avec les États. Cette approche se traduit notamment par le retrait des États-Unis de plusieurs organisations et accords internationaux, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les Accords de Paris sur le Climat ou le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Par conséquent, l'Union européenne voit sa crédibilité fragilisée face à un Donald Trump qui privilégie le dialogue direct et musclé avec les chefs d'État plutôt qu'avec les instances supranationales.

La sécurité européenne n'échappe pas à cette nouvelle donne. Comme promis lors de sa campagne électorale, Donald Trump souhaite mettre fin "immédiatement" à la guerre en Ukraine. En renouant le dialogue avec Vladimir Poutine, il entend entamer des négociations directes avec ce dernier, tout en excluant l'Ukraine et les Européens. Malgré plusieurs tentatives diplomatiques de ces derniers pour convaincre Washington de prendre en compte les intérêts sécuritaires du continent européen, Donald Trump privilégie la position de Moscou, notamment en suspendant l'aide militaire américaine à l'Ukraine.

Au-delà de l'arrêt du conflit en Ukraine, les négociations entre Washington et Moscou ne se limitent pas à un cessez-le-feu. Elles portent également sur une possible restructuration de l'architecture de sécurité européenne, impliquant un désengagement progressif du parapluie militaire américain sur le continent, à commencer par les Pays Baltes, véritable talon d'Achilles de l'Alliance atlantique sur son flanc Est.

Ainsi, il est urgent et indispensable pour l'Union européenne de s'adapter au nouvel ordre international qui se dessine. L'Europe doit affirmer un rôle géopolitique crédible, aussi bien sur les plans sécuritaire, économique qu'idéologique, afin de faire face aux menaces et aux défis posés par l'administration Trump. Avec un espoir: après tout, les *mid-term* ne sont que dans deux ans, et parions sur la réaction vivace en 2027 d'une grande démocratie comme l'Amérique, qui a inspiré la Planète, pour mettre un terme à ce mauvais cauchemar! ■

BOULEVERSEMENT TRANSATLANTIQUE

L'UNION EUROPÉENNE
À L'ÉPREUVE DU
TRUMPISME



Christian Pierret

*Ancien Ministre de l'Industrie et
Président des Alumni des International
Visitors des États-Unis*

MONTÉE DU POPULISME : LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE FACE À DES DÉFIS COMMUNS

Dans une interview exclusive accordée à Confrontations Europe, Christian Pierret, ancien Ministre de l'Industrie et Président des Alumni des International Visitors des États-Unis, nous livre quelques remarques sur les récentes élections américaines, le retour de Donald Trump au pouvoir. Nous l'avons aussi questionné sur les conséquences potentielles de ces scrutins pour l'Union européenne.

Confrontations Europe : La seconde victoire de Donald Trump a pu étonner plus d'un Européen, compte tenu des affaires judiciaires dans lesquelles il est impliqué, de la tentative de coup d'État en 2021 et son phrasé à l'opposé de la diplomatie. Quelles raisons rationnelles et irrationnelles permettent d'expliquer ces résultats ?

Christian Pierret : L'écart entre les candidats lors de cette élection est très marqué : entre 4,5 et 5 millions de voix séparent le vainqueur de Kamala Harris. Ce résultat inattendu, même par D. Trump, qui s'était préparé à contester les résultats dans les Swing States, reflète un mouvement profond dans l'électorat américain. Ajoutés à une participation électorale forte, phénomène nouveau aux États-Unis, ces deux mouvements de l'électorat confirment une polarisation croissante entre le camp Démocrate et celui des Républicains dont l'empreinte a été la vivacité, et parfois la violence grossière, des protagonistes. Les premières graines de ce populisme débridé avaient été semées par le Président sortant D. Trump, qui avait osé appeler à la sédition de ses partisans alors que J. Biden venait d'être élu, en attaquant le symbole historique de la Démocratie américaine : Le Capitole. Si, en Kamala Harris, le ton de la Procureure de Californie a conservé sa dignité, Donald Trump a le plus souvent versé dans le populisme démagogique qui caractérise, – non seulement aux États Unis, mais dans de nombreuses démocraties occidentales – l'attrait des électeurs de « base » pour les punchlines qui se sont révélées plus pertinentes et plus adaptées à l'électorat profond.

Ici aussi, c'est le niveau d'études des électeurs qui explique largement leur choix (63% des électeurs de Donald Trump n'ont pas fait d'études supérieures). À cette explication décisive du résultat final, s'ajoute une surprenante évolution du vote des Latinos et des Afro-Américains en défaveur des Démocrates.

Les tensions sociales liées au racisme, influencent de plus en plus les résultats électoraux. De même, plusieurs événements dont la portée à la fois tragique et symbolique est considérable, (je pense au meurtre de l'Afro-Américain George Floyd par un policier blanc) ont poussé beaucoup de commentateurs à évoquer « une guerre civile latente » au sein de la nation américaine. Si le débat sur l'immigration est plus complexe aux États Unis, pays qui s'est constitué par des afflux migratoires successifs, ce débat a pris une grande part dans la victoire de D. Trump, qui n'a pas été avare de solutions simplistes et radicales, telle la construction d'un mur pour se protéger de l'immigration mexicaine perçue comme une menace pour la sécurité des Américains et, pas seulement, comme une concurrence sur le terrain de l'emploi.

Par ailleurs, l'économie américaine fait face à de nombreux défis. Bien que l'inflation ait diminué sous le mandat de Biden, elle reste néanmoins élevée. La concurrence de la Chine, devenue la principale manufacture de produits industriels dans le monde, a engendré un déficit commercial abyssal qui, avec le déficit budgétaire fédéral et l'endettement des ménages, font des États-Unis le pays des déficits. Cela n'est possible que parce que le Dollar est la monnaie de réserve mondiale. C'est ce qui a permis au Président démocrate Joe Biden de promouvoir un programme de relance économique gigantesque, que jamais l'Europe ne se serait autorisée pour elle-même, de presque 2 000 milliards de dollars (Inflation Reduction Act , Chips Act, auxquels s'ajoute le Programme général de Relance). Cette politique économique n'a pas été perçue par l'électeur américain moyen comme la marque d'une attention à ses problèmes quotidiens; en particulier le thème de l'égalité par l'intervention économique et le redéploiement du programme Medicare n'ont pas eu un effet électoral suffisant. Il en est de même des thèmes sociaux progressistes comme l'égalité des genres et le droit à l'avortement qui n'ont été retenus comme déterminant leur vote que par 14% des électeurs. C'est dire que la campagne de K. Harris avec les valeurs classiques de la gauche américaine n'a pas produit le résultat escompté. Enfin, la polarisation politique aux États-Unis s'est renforcée, créant des divisions entre Républicains et Démocrates.

C. E. : les Démocrates semblent complètement dépassés et ne convainquent que dans certaines grandes métropoles. Quelles en sont les causes et n'est-ce pas déjà en train d'arriver aux partis dits « traditionnels » en Europe ?

Christian Pierret : La perte de prééminence des Démocrates dans plusieurs États clés, notamment ceux de la « Rust Belt », résulte de facteurs économiques profonds. Les ouvriers, particulièrement touchés par le déclassement social, lié à la fonte très rapide de l'ancienne industrie manufacturière américaine, l'automobile à moteur thermique par exemple, nourrissent une inquiétude croissante face à la rapide transformation de l'économie, en particulier la Tech, l'Intelligence Artificielle Générative (IAG) et les technologies liées à la lutte contre le réchauffement climatique, qui bouleverse le paysage social, en même temps qu'elle redistribue les cartes économiques à l'intérieur du pays comme entre les États-Unis et la Chine. En effet des études de l'OCDE montrent que, jusqu'à 30 à 40 % des emplois actuels pourraient disparaître dans les pays industrialisés, une réorganisation économique qui ne pourrait être compensée par de nouveaux emplois en nombre équivalent. Ces transformations économiques, souvent perçues comme des menaces plutôt que des opportunités, contribuent à l'instabilité ressentie par ces travailleurs et affectent leur relation avec le Parti démocrate, qui semble désormais moins en phase avec leurs préoccupations. Les grandes métropoles sont les sites géographiques où se trouve la plus grande partie des personnes les plus éduquées, elles restent acquises en grande partie aux Démocrates.

Ce phénomène n'est pas limité aux États-Unis, il se reflète également en Europe, où le populisme progresse, notamment à travers l'extrême droite en Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède et Italie. Le Brexit en est un exemple, alimenté par des manipulations médiatiques. Dans les démocraties européennes, une avancée sociétale se dessine, portée par des minorités comme la communauté LGBT+ qui influencent la vie publique et politique. Cela met en lumière les enjeux de diversité et d'altérité, encore perçus négativement et générant de vives tensions, tant au sein de la société européenne qu'américaine.

En Europe, le rejet de l'immigration et des minorités reste sensible, même si les enjeux sont moins marqués numériquement qu'ils ne le sont aux États-Unis. Le défi principal est de reconnaître la diversité comme une valeur positive, sans que les minorités ne dominent les débats sur les valeurs sociales et politiques, ce qui renforce les divisions internes.

C. E. : La polarisation du débat public aux USA, qui mène à des divisions très importantes entre Américains, risque-t-elle de se produire en Europe ? Avec quelles conséquences pour un continent européen déjà en proie à des fracturations économiques et politiques ?

Christian Pierret : La polarisation s'est déjà produite en Europe autour des fractures politiques et sociales, ressenties tout particulièrement au sujet de l'immigration. Les pays européens, confrontés à un vieillissement démographique, ont pourtant besoin de l'immigration pour soutenir la croissance économique et répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Dans certains États membres, la question démographique, mal connue de l'opinion publique, est une réalité qui va s'imposer de plus en plus. Par exemple, la population italienne est la plus vieille du monde après celle du Japon. Autre illustration, en France, l'Insee estime qu'un million d'immigrés supplémentaires seront nécessaires d'ici 2030 pour alimenter les besoins prévisibles de l'économie. Cependant, l'immigration est souvent perçue négativement, alimentant le populisme, alors qu'elle se révèle de plus en plus essentielle, car les besoins en qualification sont de plus en plus élevés pour toutes les innovations de rupture. La bataille économique mondiale se joue dans le prochain quart de siècle essentiellement sur la capacité d'innover et de rompre avec les anciens paradigmes scientifiques et techniques, notamment dans les secteurs technologiques. C'est le cas depuis longtemps aux États-Unis, qui ont tiré une grande part de leur puissance technologique de l'afflux d'étrangers très qualifiés, notamment français et chinois, dans la Silicon Valley.

C. E. : les USA se tournent de plus en plus vers l'Asie et délaissent l'Europe. La victoire de Donald Trump va-t-elle amplifier cette tendance ou était-ce inévitable ?

Christian Pierret : Les États-Unis se tournent de plus en plus vers l'Asie, ce qui n'est pas une conséquence directe de la victoire de Donald Trump, mais plutôt une tendance amorcée sous la présidence de Barack Obama. Ce dernier a clairement affirmé que l'avenir des États-Unis résidait dans une transformation des rapports économiques entre la nation américaine et l'Asie-Pacifique. Pour lui, ce sont ces grands ensembles et, non pas l'Europe, les moteurs économiques mondiaux de demain.

Si les États-Unis n'ont pas abandonné le lien transatlantique, l'Union Européenne doit être plus vigilante que jamais pour s'intercaler entre Amérique et Asie afin de peser sur des enjeux économiques et industriels mondiaux comme la santé, la tech et les nouveaux défis géopolitiques et militaires. Cette stratégie européenne a des chances de prospérer si l'UE ne se contente plus d'être le second des États-Unis et qu'elle construit suffisamment son unité politique et stratégique, en faisant de l'euro une monnaie de réserve mondiale compétitive. Une approche collaborative entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie pourrait finalement s'imposer et se substituer au duopole sino- américain, alors même que celui-ci va affronter une autre super puissance, l'Inde qui dispose de capacités écrasantes dans le domaine de la Tech et d'autres nouvelles technologies avec de surcroît la maîtrise totale de la langue anglaise.

Ce combat qui touche aux enjeux géopolitiques et économiques mondiaux, est avant tout culturel. D. Trump incarne une vision régressive de la culture occidentale, où la force et l'isolationnisme sont perçus comme des signes de grandeur.

Par ailleurs, la « philosophie du deal commercial » (sic) qui se substitue, comme un coup de force, aux multiples rebonds à la diplomatie des accords d'échanges internationaux, devient le nouveau logiciel de la vie mondiale.

C'est le sens du fameux MAGA (Make America Great Again). Cette approche, opposant puissance et coopération internationale, est insoutenable à long terme. Il est crucial de dépasser ces contradictions pour adopter une approche plus équilibrée et durable.

Aux États-Unis et en Europe, le populisme freine les progrès civilisationnels, où l'économie prime sur les valeurs humaines. L'enjeu majeur est de promouvoir un humanisme moderne, centré sur le développement des peuples, la réduction des inégalités, et la promotion de la diversité. La question du climat reste également cruciale. Le renouveau culturel et politique occidental nécessite une révision de nos priorités pour ouvrir la voie à un monde plus inclusif et durable.



Par Eileen Keller,

Institut franco-allemand (dfi), Responsable de l'axe de travail « Politique économique »

L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE L'ÉLECTION AMÉRICAINE : UN DÉFI POUR L'EUROPE

C'est donc bien Donald Trump qui est redevenu président américain. Finie l'illusion selon laquelle son élection en 2016 n'était qu'un « faux pas » de l'histoire. Sa réélection intervient à une époque de grands bouleversements et en est probablement le symptôme. Les conséquences et les implications pour l'Europe sont multiples, notamment sur le plan économique.

Les économies américaine et européenne sont étroitement liées et les deux sont les principaux partenaires commerciaux l'une de l'autre, même si le poids relatif de la Chine s'est accru ces dernières années. Les États-Unis sont la principale destination des exportations européennes de marchandises (20 %) et, avec 14 %, le numéro deux derrière la Chine (21 %) pour les importations vers l'UE venant de pays tiers (Eurostat, 2023). Dans l'ensemble, le commerce transatlantique est excédentaire du point de vue européen et ce sont l'Allemagne et l'Italie qui y contribuent le plus. En matière d'investissements directs étrangers, les États-Unis et l'UE sont également les principaux partenaires l'un de l'autre.

Les grands traits de la politique économique et commerciale de Donald Trump sont bien connus. Son approche « America First » vise à renforcer la production américaine et sa protection contre la concurrence internationale. Cela va de pair, sur le plan intérieur, avec la réduction d'impôts, la dérèglementation et des investissements dans les infrastructures, la protection du climat ne jouant aucun rôle. Donald Trump a notamment annoncé une réduction de l'impôt sur les sociétés de 21 % actuellement à 15 %.

Le New York Times [1] a dressé une liste de plus de cent obligations environnementales qui ont été supprimées ou affaiblies par la première administration Trump. En matière d'investissements dans les infrastructures, son bilan ne suscite toutefois pas de très grandes attentes.

Sur le plan extérieur, Trump défend une ligne protectionniste. S'il met ses annonces en pratique, toutes les importations aux États-Unis pourraient être soumises à des droits de douane allant jusqu'à 20 %. Les importations en provenance de Chine pourraient faire l'objet d'une majoration allant jusqu'à 60 % ; il a même menacé d'appliquer des majorations encore plus élevées pour certains produits en provenance du Mexique.

Implications pour l'Europe

Les excédents commerciaux, notamment de l'Allemagne, seront une épine dans le pied de Trump. Le mécanisme européen de compensation des émissions de CO₂ (CBAM) et les tentatives de l'Europe d'empêcher, dans le cadre de l'Union des marchés des capitaux (rebaptisée Union de l'épargne et de l'investissement récemment), la sortie de l'épargne (qui va principalement aux États-Unis) seront probablement également interprétés comme une entreprise hostile par Trump. En même temps, l'Europe est dépendante du savoir-faire américain en matière de haute technologie et les importations de gaz (liquéfié) en provenance d'Amérique du Nord jouent un rôle important dans la réalisation de la transition écologique.

Il ne fait aucun doute que l'ordre commercial international risque de changer de manière drastique sous Trump avec un nouvel affaiblissement du libre-échange et de l'OMC, une approche plutôt bi- que multilatérale et des relations économiques de plus en plus placées sous le signe de la géopolitique. Néanmoins, il ne faut pas oublier que l'administration Biden n'a que partiellement corrigé le cours de son prédécesseur et que, en ce qui concerne la politique économique patriotique de la Chine, cela fait longtemps que le «level playing field» n'existe plus. En conséquence, lorsque l'on pense aux réactions à avoir en Europe, il ne s'agit pas d'une stratégie à court terme sur les quatre ans à venir, mais sur des adaptations plus fondamentales face à un monde qui a changé.

Tous ces développements touchent l'Europe dans une situation économique difficile. Le rapport présenté par Mario Draghi en septembre dernier révèle à quel point l'UE a perdu en compétitivité par rapport aux États-Unis et à la Chine.

[1] Article intitulé : [« The Trump Administration Rolled Back More Than 100 Environmental Rules. Here's the Full List. »](#)

Depuis la crise financière et économique, l'économie américaine a connu une croissance presque deux fois supérieure à celle de l'économie européenne, les coûts de l'énergie pour l'industrie (gaz) sont plus du triple par rapport aux États-Unis et parmi les cinquante plus grands groupes technologiques, seuls quatre sont d'origine européenne. En ce qui concerne la Chine, le nombre de secteurs dans lesquels les entreprises exportatrices européennes sont confrontées à une concurrence chinoise directe est passé de 25 % à 40 % depuis 2002 [2].

Renforcer la capacité d'action européenne

Tout cela devrait être l'occasion d'examiner sobrement les défis et les options d'action disponibles aux Européens. Le comportement de Donald Trump reste imprévisible en ce qui concerne la priorisation et la mise en œuvre de ses annonces et nous ne savons pas combien de temps nous aurons pour réagir.

Il serait essentiel de se préparer à différents scénarii de la recherche de points communs en ce qui concerne la Chine et de « deals » mutuellement avantageux sur le plan économique, en passant par une approche qui lie considérations sécuritaires et commerciales, jusqu'aux stratégies de « de-risking » vis-à-vis des États-Unis, et la définition de mesures compensatoires le moins nuisibles possible sur le plan interne, au cas où le conflit commercial s'aggraverait.

Il faut également s'attendre à ce que Donald Trump tente de saper l'unité des Européens, qui pourrait être leur plus grand atout, notamment en ce qui concerne le poids du marché intérieur. Les intérêts face aux droits de douane américains, mais aussi face à une éventuelle guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, sont loin d'être uniformes au sein de l'UE, sans parler des différentes proximités politiques des chefs d'État et de gouvernement européens avec Trump. Il faudra trouver en interne, par exemple via des « package deals », une approche qui tienne compte de ces sensibilités divergentes.

En même temps, la politique de Trump dépasse largement la question des instruments appropriés en matière de politique commerciale. Sa politique « America First » ainsi que les mutations géopolitiques conduisent inévitablement à la question de l'attractivité de la place économique européenne. L'augmentation sensible des coûts de l'énergie, le faible développement de la productivité et la compétitivité globalement insuffisante du « vieux continent » en sont les signes les plus évidents. L'heure est venue pour une véritable relance européenne. ■

[2] Rapport Draghi, pages 8 à 10



Par Radu G. Magdin,

CEO – EU Affairs and Global Operations du think tank roumain Smartlink

REFROIDISSEMENT DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES : L'UNION EUROPÉENNE SEULE FACE À SON DESTIN ?

Les récentes évolutions concernant Donald Trump, notamment son entretien téléphonique avec Vladimir Poutine et ses déclarations ultérieures, y compris ses publications sur Truth Social, ainsi que les propos des représentants de son administration en Europe (à Bruxelles, Berlin et Munich), ont ravivé les scénarios les plus pessimistes de rupture dans la relation transatlantique. Ces événements ont également déclenché des réactions radicales concernant la sécurité européenne et l'avenir de l'Ukraine.

Face à cette situation, la France et le président Macron ont tenté de réunir en urgence les représentants européens à Paris, le lundi 17 février. La discussion a démontré que la proposition de Macron de restaurer une autonomie souveraine de l'Europe ne bénéficie pas d'un soutien significatif, même si les pays du flanc Est, traditionnellement les plus réticents, n'étaient pas conviés. Quelques conclusions majeures ont émergé : les pays européens devront investir davantage dans leur défense, et ces investissements seront exclus du calcul du déficit budgétaire en raison de leur caractère urgent et nécessaire pour la sécurité. Plutôt que de développer une armée européenne indépendante sous l'égide de l'Union européenne, les Européens renforceront leur pilier au sein de l'OTAN. Il n'y aura pas de confrontation avec les États-Unis ni de dispute ouverte avec l'administration Trump. Enfin, une réponse ferme sera apportée aux ingérences électorales de l'extrême droite populiste eurosceptique, voire ouvertement anti-européenne, sans pour autant raviver un conflit diplomatique.

Deux jours après cette réunion du 17 février, Emmanuel Macron a organisé un second échange avec les alliés européens afin de préciser les orientations prises lors de la première rencontre. Cette semaine, le président Macron a également rencontré le président Trump lundi, tandis que Keir Starmer, le Premier ministre britannique, s'est entretenu avec lui jeudi. Cependant, ce qui a véritablement marqué les esprits est la rencontre entre le président Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky. Cet échange soulève de sérieuses interrogations, non seulement sur la capacité de Trump à négocier une paix durable en Ukraine, mais aussi sur l'implication des États-Unis dans le soutien à Kiev et, plus largement, sur la solidité de la relation transatlantique.

Les États-Unis restent considérés comme des partenaires stratégiques. Toutefois, sur le plan économique et commercial, une évaluation est en cours et des mesures de rétorsion sont envisagées en réponse à toute surtaxe américaine imposée aux produits européens. En matière de sécurité, la coopération avec Washington sera maintenue, en particulier sur le dossier ukrainien. Cependant, plusieurs éléments suscitent une inquiétude profonde parmi les Européens : la réintégration de la Russie de Poutine sur la scène internationale et sa mise sur un pied d'égalité avec les États-Unis, la possibilité de négociations sur l'Ukraine sans la participation de l'Ukraine elle-même, ainsi que l'idée de discuter de la sécurité européenne sans l'Europe. Les traumatismes historiques de l'Europe de l'Est, notamment ceux liés au Pacte Ribbentrop-Molotov de 1939 et aux accords de Vienne et de Munich, refont surface face à la perspective de décisions prises sans consultation des Européens.

Un effort diplomatique considérable a été déployé pour éviter de qualifier la proposition américaine sur l'exploitation des métaux rares en Ukraine de purement mercantiliste, voire de manque de considération pour les alliés européens, qui ont pourtant investi davantage que Washington dans le soutien à l'Ukraine. Les réactions européennes et ukrainiennes traduisent une frustration croissante. Il revient désormais aux États-Unis d'ajuster leur stratégie pour éviter toute confrontation et adopter une approche plus inclusive sur les questions existentielles de sécurité pour l'Europe.

Le questionnaire envoyé par Washington aux pays européens, leur demandant d'évaluer leur contribution pour garantir la sécurité de l'Ukraine après un éventuel cessez-le-feu ainsi que leurs attentes vis-à-vis des États-Unis, a été mal perçu. Jugée expéditive et superficielle, cette démarche n'a pas été discutée au sein de l'OTAN ou dans un cadre multilatéral approprié. Elle ne permet pas de comprendre clairement la stratégie américaine, qui semble déjà rejetée par Poutine.

Les dynamiques actuelles laissent entrevoir plusieurs tendances préoccupantes : un refroidissement marqué des relations transatlantiques pouvant aller jusqu'à une forme de gel diplomatique, un sentiment d'abandon soudain des garanties de sécurité américaines utilisé comme un levier de pression sur l'Europe, ainsi qu'une perte de crédibilité de Donald Trump et de son administration, renforçant la perception négative des relations transatlantiques sous sa présidence. L'Europe maintient son soutien à l'Ukraine et envisage même d'agir seule si nécessaire. Elle se prépare à un scénario où elle devrait assumer sa défense sans l'appui des États-Unis.

DEFIS STRATEGIQUES

ENTRE
INTERDÉPENDANCE ET
NÉCESSITÉ
D'AUTONOMIE
EUROPÉENNE



Par Dominique Ristori,

Conseiller en stratégie, ancien Directeur général de l'Énergie à la Commission européenne

POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, l'énergie occupe une place très importante pour l'ensemble de la classe politique et de la population américaine. Chacun est conscient de son influence tant sur la compétitivité des entreprises que sur le niveau de vie des populations.

Cette priorité apparaissait encore plus grande au travers du programme républicain, orienté très clairement d'abord vers une hausse indifférenciée de la production énergétique, c'est-à-dire autant sur la production d'énergies fossiles – en particulier pétrole et gaz – que sur le nucléaire et les énergies renouvelables. La volonté du nouveau Président américain sera ainsi d'immédiatement renforcer la position de son pays en tant que premier producteur mondial de pétrole et de gaz.

Dans le même temps, la place accrue que prendra l'électricité – portée notamment par la demande des grands industriels électro-intensifs, le numérique, les centres de stockage de données et la mobilité électrique – redonne des couleurs à l'énergie nucléaire, tant aux réacteurs classiques qu'aux SMR, les futurs petits réacteurs de petite et moyenne puissance qui auront le mérite de pouvoir être produits en grande série et rapidement, de générer très peu de déchets radioactifs et d'élargir les applications commerciales.

De surcroît, les Américains sont de plus en plus attentifs à rattraper leur retard sur la Chine pour toutes les matières premières critiques, car elles sont indispensables à la nouvelle industrie.

Les implications pour l'Europe sont importantes. Tout d'abord, les États-Unis devraient très certainement se retirer une deuxième fois des Accords de Paris sur le climat, et l'Union européenne se retrouvera plus isolée sur ce front. Toutefois, ce cap a déjà été pris une première fois et on peut en même temps penser que, sur le terrain opérationnel et celui des investissements, il n'y ait en fait pas de si grande rupture aux États-Unis.

En outre, il conviendra de suivre en particulier l'avenir de l'Inflation Reduction Act (IRA). Le choix devrait se décider entre sa suppression ou son simple amendement pour réduire certaines subventions, car il a été incontestablement, aussi, à l'origine de nombreux investissements productifs, par exemple au Texas, stimulant également le développement des technologies nouvelles.

Un partenariat transatlantique sur l'énergie pourrait être une option positive des deux côtés de l'Atlantique, évitant une guerre commerciale insensée et porteuse de sécurité, d'innovation et de compétitivité.

Il faut d'abord tirer les leçons d'un passé récent. Le plus grand succès du partenariat énergétique UE - US est certainement l'accord stratégique sur le gaz naturel liquéfié. Cette stratégie a été lancée par la Commission européenne après l'annexion de la Crimée par la Russie, préparée ensuite avec l'administration du Président Obama, puis finalisée avec le Président Trump et l'administration républicaine.

En Europe, cette stratégie - reprise d'ailleurs aussi par le Japon - a permis de soutenir la construction de très nombreux terminaux GNL de la Baltique à la Grèce, de la France au Portugal et à l'Espagne, à l'exception de l'Allemagne qui ne privilégiait jusqu'en 2022 que la relation avec la Russie autour du projet Nord Stream 2. En parallèle, aux États-Unis, le développement de la production de GNL de la Pennsylvanie au Texas et la construction des méthaniers ont été accélérés.

Cette double action a contribué largement à sauver le système énergétique européen lorsque la guerre entre la Russie et l'Ukraine a privé l'Europe de quelques 100 milliards de mètres cubes de gaz russe. Les importations américaines, qui étaient minoritaires, ont pu monter en flèche extrêmement rapidement, car les infrastructures avaient été mises en place des deux côtés de l'Atlantique : elles représentent aujourd'hui 50 % de nos importations de GNL en Europe et jouent un rôle clé pour notre sécurité d'approvisionnement en énergie.

Aujourd'hui, l'énergie est de plus en plus stratégique, tant en termes de sécurité que de compétitivité et de climat. Le besoin d'énergie va croissant compte tenu de la démographie mondiale, mais aussi des évolutions industrielles et technologiques telles que les besoins croissants d'électricité pour le digital, les data centers et l'intelligence artificielle.

En même temps, les systèmes énergétiques, tant pour la production que pour les réseaux, tout comme la modernisation de nos industries, réclament de plus en plus de matières premières critiques, qui joueront un rôle primordial dans le futur et qui représentent pour les États-Unis comme pour l'Europe un défi de sécurité, de compétitivité et d'environnement.

De la même manière, les technologies émergentes seront déterminantes : batteries, stockage, nouveaux nucléaires - SMR - déchets nucléaires, fusion, principaux composants du solaire et de l'éolien, capture du CO₂, hydrogène, réduction du méthane, carburants avancés. Cela est aussi particulièrement le cas dans des domaines tels que le nucléaire, pour lequel les États-Unis sont en avance au regard des SMR, mais où la France et l'Europe dominant encore sur le retraitement et sur les déchets. Un autre point d'attention est la fusion, en pleine progression, mais qui réclame plus de coopération, à la fois transatlantique et public-privé, et qui pourrait justifier un tel partenariat bénéfique des deux côtés.

Il pourrait en aller de même pour la vaste question des matériaux critiques, pour lesquels la position dominante chinoise ne sera rééquilibrée rapidement que par un effort concerté de l'Europe, des États-Unis et de nos partenaires respectifs en Afrique, Amérique latine et Asie.

En résumé, on ne saurait se contenter de commentaires idéologiques après les résultats de l'élection présidentielle américaine. Cela vaut aussi pour l'énergie, qui occupe une place stratégique désormais aux États-Unis comme en Europe.

Au vu de l'expérience, il m'apparaît clairement que, pour gérer cette « domination énergétique » de façon bénéfique, il faut savoir identifier les sujets où les intérêts communs existent, car tout partenariat stratégique doit être équilibré pour être durable.

Il y aura certainement, au sein de la nouvelle administration américaine, des partisans d'une telle approche, et la partie européenne ne saurait rester en seule position défensive, mais devra analyser et intégrer également les bénéfices potentiels d'un tel partenariat transatlantique sur l'énergie.



Par Alexandra Huet,
Consultante en relations internationales

LE RETOUR DE DONALD TRUMP À LA PRÉSIDENTENCE : DÉFIS ET IMPLICATIONS POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le 20 janvier 2025, Donald Trump a été investi en tant que 47^e président des États-Unis, marquant ainsi le début de son second mandat à la Maison-Blanche. Son retour au pouvoir, huit ans après sa première élection en 2016, ne manque pas de susciter de vives interrogations sur les implications pour l'ordre international et, en particulier, pour l'Union européenne. Lors de son premier mandat, Donald Trump avait profondément remodelé les relations internationales par son approche « America First », posture traduite par une série de décisions marquantes. Parmi celles-ci figurent le retrait des États-Unis des Accords de Paris sur le climat, mais également de l'UNESCO, du Partenariat trans-pacifique (TPP), ainsi que l'abandon de l'accord nucléaire iranien (JCPOA). Ces retraits successifs avaient accentué les tensions avec les partenaires internationaux et remis en question le rôle traditionnel des États-Unis en tant que leader d'un ordre multilatéral. Sur le plan de la sécurité collective, Trump avait adopté une position particulièrement critique vis-à-vis de l'OTAN. Cette rhétorique avait alimenté des incertitudes profondes quant à la fiabilité de l'engagement américain en matière de sécurité transatlantique, fragilisant ainsi les liens historiques entre l'Europe et les États-Unis.

Depuis son dernier mandat, le contexte géopolitique s'est complexifié. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a sonné le retour de la guerre en Europe, mettant la pression sur l'UE pour consolider son unité politique et militaire. Parallèlement, l'ascension de la Chine remet en question la domination occidentale sur le plan économique et géopolitique. Enfin, l'aggravation du conflit israélo-palestinien, sur fond de normalisations incomplètes au Moyen-Orient, souligne l'urgence pour l'Europe de jouer un rôle plus actif dans la gestion des crises globales.

Dans ce contexte, le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis impose à l'UE une réflexion stratégique approfondie : faut-il voir ce retour comme une menace pour la stabilité des relations transatlantiques et l'ordre mondial, ou bien, une opportunité pour l'Europe de renforcer son autonomie et d'assumer un rôle de leadership plus affirmé ?

Trump et les courants républicains : une politique étrangère d'activisme sélectif

Au sein du Parti républicain, trois courants de pensée se disputent la direction de la politique étrangère de Trump. Le premier, les «restrainers» (1) ou isolationnistes, prône une politique d'auto-centrisme, dans laquelle l'implication des États-Unis dans les affaires mondiales est perçue comme un fardeau qui détourne des priorités domestiques. Le second courant, celui des «primacists», défend une vision interventionniste des États-Unis, aspirant à maintenir une position dominante sur la scène mondiale, non seulement pour protéger leurs intérêts, mais également pour promouvoir un ordre international basé sur des valeurs démocratiques. Enfin, un troisième groupe, les «prioritisers», plaide pour une approche plus sélective, mettant l'accent sur les priorités stratégiques des États-Unis, en particulier face à la montée en puissance de la Chine.

Trump ne peut être qualifié d'isolationniste au sens traditionnel du terme, car son discours et ses actions révèlent un engagement actif lorsqu'il estime que les intérêts américains sont directement menacés. À l'inverse, il ne s'apparente pas non plus à un interventionniste classique, préférant éviter les engagements militaires prolongés et coûteux. Sa politique étrangère semble plutôt osciller entre ces deux pôles en fonction des enjeux et des menaces perçues. Comme l'explique Joseph Nye (2), ancien secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale aux États-Unis, l'approche de Trump en matière de politique étrangère correspond à ce qu'il qualifie d'activisme sélectif, vision reposant sur l'idée des «prioritisers». Les États-Unis doivent intervenir uniquement lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu, tout en évitant de s'imposer comme arbitre universel des conflits mondiaux.

Trump et la défense européenne : entre pression financière et autonomie stratégique

Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'Europe se trouve confrontée à une nouvelle réalité géopolitique. La guerre a mis en lumière la vulnérabilité de l'Europe à assurer sa propre défense.

1. Rudge M., Shapiro J., «Polarised power: The three Republican 'tribes' that could define America's relationship with the world», November 2022, European Council on Foreign Relations, [<https://ecfr.eu/article/>]

2. Nye J., «Anticipating Trump's Foreign Policy» December, 4, 2024, Project Syndicate, [<https://www.project-syndicate.org>]

3. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), «Dépenses de défense et règle OTAN des 2 %», [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_49198.htm]

Avant le déclenchement de ce conflit, aucun des États européens membres de l'OTAN n'atteignait l'objectif de consacrer 2 % de leur PIB à la défense, engagement pris en 2014 (3). Cependant, face à la menace directe représentée par la guerre aux portes de l'Europe, la situation a radicalement changé. Aujourd'hui, 23 des 32 pays membres de l'OTAN respectent cet objectif, certains dépassant largement ce seuil comme la Pologne (4,1 %), l'Estonie (3,4 %) ou la Lettonie (3,1 %), situés en première ligne face à la Russie (4).

Durant sa campagne présidentielle, Donald Trump n'a cessé d'affirmer qu'il pourrait résoudre le conflit entre l'Ukraine et la Russie en seulement 24 heures. Cette déclaration, aussi ambitieuse qu'ambiguë, soulève néanmoins des questions essentielles pour l'Union européenne : à quel prix ? L'enjeu ne se limite pas à mettre un terme à cette guerre qui entre dans sa troisième année, mais également à garantir que la Russie soit tenue responsable de son agression, que l'Ukraine puisse recouvrer ses territoires et qu'elle bénéficie des moyens nécessaires pour assurer sa sécurité future. C'est dans cette perspective que l'Ukraine cherche à rejoindre l'OTAN et l'Union européenne.

Comme lors de son premier mandat, Trump a également menacé de retirer les États-Unis de l'OTAN, non par opposition à l'existence de l'organisation, mais en raison de sa perception que le fardeau financier repose de manière disproportionnée sur les épaules américaines. Tandis qu'en 2017 il demandait aux membres de porter leur budget de défense à 2 % du PIB, il plaide aujourd'hui pour une augmentation portée à 5 % (5). Cette exigence a suscité des réactions mitigées en Europe, notamment en France, en Allemagne et en Italie, où de nombreux responsables politiques affirment que leurs budgets nationaux ne pourraient supporter une telle charge sans compromettre d'autres priorités économiques et sociales.

Trump insiste sur l'importance pour l'Europe de développer des capacités de défense solides et autonomes, soulignant que si l'Union européenne ne prend pas ses responsabilités en matière de sécurité, les États-Unis pourraient envisager de se retirer de l'OTAN. Néanmoins, la nomination de Marco Rubio(6), comme secrétaire d'État, un partisan de l'OTAN, envoie un message nuancé. En décembre 2023, Rubio a fait adopter une loi(7) renforçant les mécanismes de maintien des États-Unis au sein de l'Alliance, en exigeant une majorité qualifiée des deux tiers du Sénat pour tout retrait. Cette mesure témoigne d'un certain équilibre entre les critiques de Trump et les engagements institutionnels des États-Unis envers leurs partenaires transatlantiques.

4. Toute l'Europe. «Les dépenses militaires dans l'Union européenne.», 2025, [<https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/les-depenses-militaires-dans-l-union-europeenne/>]

5. Singh, A. «Transcript of Trump's Pre-Inauguration Press Conference at Mar-a-Lago.», January, 7, 2025, Singjupost, [<https://singjupost.com/>]

6. Marco Rubio est un homme politique américain, sénateur de la Floride depuis 2011 et candidat à la présidence des États-Unis en 2016, affilié au Parti républicain.

7. Vazquez M., «Congress approves bill barring presidents from unilaterally exiting NATO», December, 16, 2023, Tim Kaine US Senator from Virginia, [<https://www.kaine.senate.gov/in-the-news/congress-approves-bill-barring-presidents-from-unilaterally-exiting-nato>]

Vers une défense européenne autonome : initiatives et défis

Ces dernières années, l'Union européenne a pris plusieurs initiatives pour renforcer sa défense. En novembre 2024, l'UE a réformé ses programmes de coopération en matière de défense via la Coopération Structurée Permanente (CSP) (8), un mécanisme permettant aux États membres de collaborer sur des projets communs tout en finançant l'industrie militaire européenne. En mars 2024, l'UE a adopté sa première stratégie industrielle de défense, accompagnée du programme EDIP (European Defence Industry Programme) (9), doté de 1,5 milliard d'euros pour la période 2025-2027. Ces initiatives s'ajoutent aux Fonds européen de défense, créé en 2021, visant à soutenir les projets transnationaux et à renforcer la coopération industrielle dans le secteur de la défense, avec un budget total de 7,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027 (10).

Cependant, cette dynamique se heurte à des divisions internes au sein de l'UE. Des désaccords persistent sur l'allocation des fonds de défense. Certains pays plaident pour une préférence européenne stricte, favorisant les entreprises locales, tandis que d'autres préconisent une approche privilégiant l'efficacité immédiate, même si cela implique de collaborer avec des acteurs extérieurs, notamment américains. Cette dernière position est jugée préoccupante par certains dirigeants, comme le ministre des Armées français, Sébastien Lecornu, qui estime qu'elle pourrait « menacer l'autonomie stratégique de l'Europe ».

En définitive, l'Union européenne se trouve à un carrefour décisif. La guerre en Ukraine et les incertitudes liées à la politique étrangère américaine sous Trump offrent une occasion unique d'approfondir son autonomie stratégique, sans pour autant rompre avec ses alliances traditionnelles. L'objectif n'est pas de remplacer l'OTAN par une défense européenne indépendante, mais de la compléter pour construire un système de défense plus équilibré et résilient, capable de répondre aux défis du XXI^e siècle.

8. Pagnet A., « Défense : la réforme de la coopération structurée permanente vise une approche plus réfléchie des projets », 2024 , *Euractiv*. [<https://www.euractiv.fr/>]

9. Secrétariat général des affaires européennes, « La Commission européenne présente sa stratégie industrielle de défense », 2024, [<https://sgae.gouv.fr/>]

10 Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, « Fonds européens » Europe en France, [<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/fonds-europeens>]

Le pivot vers l'Asie : la réorientation de la politique américaine et ses implications pour l'Europe

L'une des principales raisons poussant les États-Unis à réduire leur implication dans les affaires européennes réside dans le pivot stratégique vers l'Asie, initié en 2011 par l'administration de Barack Obama. Cette réorientation de la politique étrangère américaine répond à une priorité claire : faire face à la montée en puissance de la Chine, perçue comme l'adversaire principal des États-Unis sur les plans économique, technologique, et géopolitique. Pour Donald Trump comme pour son prédécesseur, Joe Biden, la Chine constitue l'ennemi numéro un. Ce consensus transcende les clivages partisans aux États-Unis et reflète une reconnaissance unanime des défis que pose cette puissance émergente. Cet intérêt pour l'Asie se caractérise par le renforcement des alliances stratégiques, notamment à travers l'AUKUS, un partenariat trilatéral entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni et à travers l'intensification de la coopération au sein du Quad+, un cadre stratégique regroupant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, visant à contrer l'influence croissante de la Chine dans la région Indo-Pacifique.

Dans ce contexte, l'Europe, bien que toujours importante, n'apparaît plus comme la priorité absolue pour Washington. Les dirigeants américains estiment que le continent européen, riche et développé, doit prendre une plus grande part de responsabilité dans sa propre sécurité. Cependant, cette réorientation ne signifie pas un désintérêt total pour l'Europe. Les États-Unis reconnaissent que le partenariat transatlantique reste essentiel pour contrer les menaces globales, qu'il s'agisse de la résurgence de la Russie ou des défis posés par la Chine. Néanmoins, dans un monde multipolaire où les ressources stratégiques sont limitées, l'Indo-Pacifique représente une priorité absolue pour Washington.

Vers un nouvel équilibre États-Unis-Europe ?

Donald Trump, avec son style direct et brutal, agit comme un électrochoc pour l'Union européenne, rompant avec les pratiques diplomatiques multilatérales traditionnelles. Il a mis en lumière les déséquilibres dans la relation transatlantique, notamment en matière de défense, de commerce et de leadership global. Toutefois, les lignes directrices de la politique étrangère américaine, telles que la nécessité de partager le fardeau de la sécurité transatlantique et la volonté de concentrer les efforts sur l'Indo-Pacifique, transcendent les mandats de Trump.



Par Victor Warhem,
Senior Fellow, Joint European Disruptive
Initiative (JEDI)

À L'HEURE DE TRUMP II, L'EUROPE DU NUMÉRIQUE, JUSQU'ICI COLOMBE, DOIT SE MUER EN FAUCON

Une stratégie industrielle « Made in Europe 2035 » pour le numérique européen et au-delà

Alors que l'*AI Action Summit* vient de se clore à Paris, que des centaines de milliards d'euros d'investissements ont été annoncés dans le numérique en France et en Europe, de nombreuses voix s'élèvent pour mettre en avant le besoin de repenser la stratégie européenne en matière de numérique.

Une relation transatlantique profondément déséquilibrée dans le numérique

Ce discours s'appuie tout d'abord sur une relation transatlantique en la matière historiquement déséquilibrée, à la faveur des Etats-Unis. Alors que les investissements et l'innovation vont bon train dans le numérique outre-Atlantique depuis les années 1950, et que les entreprises américaines à succès mondial des dernières décennies en sont issues, l'Europe, elle, se démarque exclusivement sur des marchés de niche sans parvenir à structurer un secteur pourtant en forte croissance. Aujourd'hui, Google (Alphabet), Amazon, Facebook (Meta), Apple, Microsoft, qu'on regroupe communément en « GAFAM » ou depuis peu en « Sept Magnifiques » avec l'ajout de Nvidia et Tesla, constituent le cœur de l'économie numérique occidentale - voire mondiale, à l'exclusion de la Chine - et les Européens peinent à rivaliser.

Le caractère structurant des GAFAM leur permet de capter l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur tout en leur conférant un pouvoir de marché extraordinaire, notamment en termes d'accès aux marchés de niche qu'elles contrôlent majoritairement en Europe dans la chaîne de valeur du numérique (semiconducteurs, *cloud*, serveurs, ordinateurs, systèmes d'exploitation, plateformes numériques, voire logiciels/applications). C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a cherché à réduire leur pouvoir de marché en les forçant grâce au *Digital Markets Act* à ne pas abuser de leur position de « gardiennes des portes » sur les marchés numériques, au détriment d'entreprises européennes souvent en bout de chaîne.

Une nouvelle politique américaine du numérique sans concession

Que peut changer le second mandat de Donald Trump en la matière ? Depuis le 20 janvier, le président américain et son équipe ont surtout cherché à faire passer des messages. Via un premier *executive order*, toutes les réglementations fédérales en lien avec l'intelligence artificielle (IA) ont été abrogées, témoignant d'une volonté de conserver à tout prix le leadership à long-terme dans ce secteur, jugé clé pour tout le reste de l'économie - à commencer par l'innovation, que l'IA semble en voie d'accélérer. Par ailleurs, un second *executive order* a interdit toute tentative fédérale d'interférer avec les politiques de modération de contenu des plateformes numériques aux Etats-Unis. De même, le Vice-Président Vance a exigé juste après son entrée en fonction de l'Union européenne qu'elle cesse de forcer les plateformes américaines du numérique à se conformer au *Digital Services Act* européen, qui introduit notamment l'obligation d'observer à la lettre les politiques nationales de modération de contenus numériques.

Ces différents signaux, associés à une attitude américaine dans le cadre de l'AI Action Summit agressive et dominatrice à l'égard de l'Europe et une mise en sommeil très probable du Trade and Technology Council transatlantique institué en 2021 - dessinent une nouvelle politique américaine en matière de numérique sans concession, au moment où la Chine est plus qu'en mesure de rivaliser en termes de leadership technologique, avec le risque donc de voir nos dépendances en la matière instrumentalisées à des fins politiques. C'est pourquoi l'Union européenne va devoir se battre pour, d'une part, appliquer les politiques destinées à limiter le pouvoir des grandes acteurs américains du numérique en Europe et, d'autre part, pour devenir structurante sur les marchés mondiaux, notamment dans le secteur de l'IA.

L'IA : une opportunité historique de remettre l'Europe dans la course au numérique

En effet, pour nous protéger efficacement de toute dépendance stratégique potentiellement catastrophique à l'égard des Etats Unis en matière de numérique, nous devons chercher à rivaliser avec eux tout comme avec la Chine, sur les marchés cruciaux de la chaîne de valeur du numérique.

L'essor actuel de l'IA, notamment de l'IA de confiance, doit servir de tremplin à cette nouvelle économie européenne du numérique dont la maturité pourrait être atteinte à un horizon 2035. Pourquoi 2035 ? Car 10 ans est une durée appropriée en matière d'innovation pour changer de modèle, comme l'a prouvé la Chine avec sa stratégie « Made in China 2025 ». Et comme le secteur connaît un bouleversement majeur avec l'arrivée des IA génératives, et probablement plus encore avec leurs évolutions à venir, l'Europe bénéficie d'une opportunité historique de se remettre dans la course au numérique.

Une stratégie industrielle européenne à développer sur toute la chaîne de valeur du numérique

En amont de la chaîne de valeur, la demande liée à l'essor de l'IA favorise des puces d'un nouvel ordre, dont les représentantes emblématiques sont les *Graphical Processing Units* (GPU) de Nvidia. Dans ce cadre, l'Union européenne pourrait proposer un *Chips Act 2* destiné essentiellement aux acteurs européens, mais également favoriser la consolidation dans ce secteur en Europe afin de proposer des alternatives européennes, alors que les Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) consacrés aux semi-conducteurs ne semblent pas porter leurs fruits, et que la Chine, elle, est en passe de devenir un vrai rival des acteurs établis avec Huawei et SMIC.

Dans le *cloud*, auquel les entreprises auront d'autant plus recours à mesure que l'IA prendra son essor, aucun acteur européen n'est en mesure de rivaliser sérieusement avec les acteurs américains que sont Amazon Web Services, Google Cloud, ou Microsoft Azure. Les acteurs américains détiennent en effet près de 70% de ce marché à l'heure actuelle. Pourtant, les alternatives européennes existent (Gaia-X, OVHcloud, Scaleway, Aruba Cloud, etc.) mais il est probable ici qu'une consolidation européenne permette de changer la dynamique sur ce marché. Et il le faut car il est extrêmement stratégique. En effet, l'Europe cherche à garantir la conformité du traitement des données personnelles vis-à-vis du règlement général de protection des données (RGPD). Or, s'appuyer principalement sur des acteurs américains pour les gérer, alors qu'elles sont susceptibles d'être envoyées aux Etats Unis où, malgré le *Data Privacy Framework*, l'Etat américain pourrait y avoir accès via son *Cloud Act*, constitue en réalité un danger réel en matière de souveraineté.

S'agissant du matériel (serveurs, ordinateurs) et des systèmes d'exploitation, l'Europe ne semble pas en mesure, ni de près ni de loin, de rivaliser avec les Etats-Unis, où Microsoft, Apple, et Google règnent en maîtres. Pour autant, compte tenu des opportunités qu'offre l'IA en matière d'accélération de la création logicielle, il n'est pas absurde de penser qu'une mission *Moonshot* européenne destinée à créer des systèmes d'exploitation européens. La Chine l'a fait avec HarmonyOS en 2019, pourquoi pas nous ? Cela semble plus difficile pour le matériel mais qu'est ce qui nous en empêche véritablement hormis un manque de volonté politique et par conséquent d'investissements européens ? Ce sont ces marchés qui contrôlent la distribution du numérique, ils sont plus que clés pour nous assurer une souveraineté européenne en la matière.

Il en va de même pour les logiciels d'IA (modèles de fondation, agents d'IA) et autres, dont les investissements actuels en Europe devraient continuer à augmenter afin de mettre sur pied un véritable écosystème européen compétitif. Nous aurons en effet tout à gagner à développer nos propres champions pour répondre à notre propre demande - Deepseek a montré que cela était possible en à peine plus d'un an.

Une stratégie industrielle européenne qui devrait dans la méthode s'inspirer des réussites américaines et chinoises

Pour ce faire, l'Union européenne peut s'appuyer sur les rapports Draghi, Letta, Heitor ou Tirole de 2024. Budget européen élargi favorisant l'innovation, approfondissement du marché intérieur notamment avec un 28ème régime pour les entreprises innovantes constitution de marchés de capitaux européens, encouragement de l'entrepreneuriat et refonte des modèles éducatifs... nous savons comment faire. Il convient néanmoins d'ajouter deux projets pour mettre sur pied une véritable stratégie « Made in Europe 2035 », notamment dans le numérique, afin de rééquilibrer nos rapports en la matière avec les Etats-Unis.

Nous pourrions nous appuyer, d'une part, sur une agence européenne pour l'innovation de rupture de défense, inspirée des méthodes américaines éprouvées de la *Defense Advanced Research Project Agency* (DARPA), et guidée par des objectifs technologiques clés pour notre souveraineté européenne. Il ne faut en effet pas oublier que l'Internet est né de l'Arpanet, développé à la DARPA dans les années 1960, et que 80% des composants de l'iPhone ont au début de leur développement été financés par cette même institution, selon Mariana Mazzucato. L'innovation duale a donc historiquement eu un impact considérable sur le développement des industries numériques.

Dans ce cadre, puisque les dépenses de défense seront très probablement désormais exclues du Pacte de Stabilité et de Croissance comme l'a récemment annoncé Ursula von der Leyen, pourquoi ne pas financer cette agence novatrice - et non bureaucratique - d'abord via de la dette nationale ou commune à hauteur de quelques milliards d'euros par an, puis via le cadre financier pluriannuel 2028-2034, afin de nous aider à retrouver un avantage comparatif dans le secteur du numérique ?

D'autre part, à cette approche plutôt « top-down » pourrait s'associer une approche « bottom-up », inspiré du modèle « nation entière » chinois (*Juguo*), où les projets technologiques les plus prometteurs - ici dans le numérique - sélectionnés de manière décentralisée auraient accès à des conditions de financement et de développement exceptionnelles dans la mesure où, comme son nom l'indique, tous les acteurs économiques (universités, Etats, grandes entreprises, marchés financiers, etc.) devraient intervenir pour favoriser leur succès. Contrairement à ce que la majorité des Européens croit, la Chine est désormais une vraie source d'inspiration en matière d'innovation, et nous aurions tort de ne regarder que de l'autre côté de l'Atlantique.

Gagner notre souveraineté numérique, c'est protéger notre modèle et rester dans l'Histoire

Voilà en somme ce dont l'Union européenne a besoin pour rééquilibrer sa relation avec les Etats-Unis en matière de numérique. Lorsqu'on observe les incartades incessantes des géants américains dans notre vie politique, il va de soi que ce rééquilibrage est plus que jamais une priorité. Il en va de notre modèle européen, de nos démocraties. Et de la paix.

A l'aide d'une stratégie « Made in Europe 2035 » assumée et mise en œuvre, nous aurons l'opportunité de peser à tous les étages de la chaîne de valeur du numérique, à commencer par l'IA.

C'est notamment ainsi que l'Europe protégera son modèle sans sortir de l'Histoire, au moins dans les décennies à venir.

CONFRONTATIONS EUROPE



Confrontations - Bruxelles

Avenue des Arts 46

1000 Bruxelles

Confrontations - Paris

Avenue de Villiers 29

75017 Paris



@confrontations



@ConfrontationsEurope



www.confrontations.org



communication@confrontations.org

Confronter les idées, construire l'Europe